

L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE :  
OÙ, SOUS QUELLES FORMES,  
POURQUOI ?

**T**RACER LA CARTE DE L'EXTRÊME DROITE en Europe requiert au préalable de s'entendre sur l'aire géographique décrite et d'éclaircir un problème de définition. Depuis longtemps, nous préférons au terme d'extrême droite, largement utilisé comme instrument de disqualification polémique et qui recouvre des réalités idéologiques fort hétérogènes, celui, souvent utilisé par la science politique anglo-saxonne, de « droite radicale », terme également répandu chez les auteurs allemands et italiens pour décrire l'extrême droite extraparlamentaire et activiste. Nous lui donnons toutefois un sens largement différent : il nous semble en effet que le terme « extrême droite » suggère à tort un continuum idéologique entre les formations ici décrites et celles qui se réclament d'une droite libérale ou conservatrice et qui partagent, quant aux options fondamentales, la même philosophie politique fondée sur la primauté de l'individu sur la collectivité et les valeurs héritées de la Révolution française et des Lumières. Or, nous semble-t-il, qu'ils appartiennent à la variété des partis « traditionnels » ou à celle des extrémismes « postindustriels », pour reprendre la classification pertinente de Piero Ignazi, la plupart des groupes d'extrême droite partagent une aversion commune pour les valeurs essentielles du libéralisme politique qui les place dans une position de rupture, d'ailleurs parfaitement assumée, avec la droite. C'est cette rupture fondamentale dont se targuent les partis évoqués ici pour justifier leur prétention à incarner une alternative globale au « système », qui justifie l'emploi du terme de « droite radicale ». Cependant, d'autres mouvements, au succès grandissant dans les urnes, en particulier les populismes xénophobes scandinaves, infirment cette distinction et sont très certainement des « droites extrêmes ». Nous garderons donc, mais par commodité uniquement, l'usage du terme « extrême droite ».

Reste la question de l'aire géographique. Il est impossible de rendre une image exacte de la force de l'extrême droite en limitant le champ de l'étude à l'Europe occidentale alors que se développe, en Europe centrale et orientale, un nationalisme xénophobe, un révisionnisme historique et un autoritarisme qui s'expriment certes à travers des partis marginaux (Bulgarie, Pologne, Slovénie), mais aussi dans des partis associés au pouvoir (Croatie, Slovaquie, Yougoslavie). Pour cette raison, parce que l'Union européenne est en phase d'élargissement vers l'Est, parce que les courants d'échanges personnels et idéologiques entre extrémistes de l'Est et de l'Ouest vont croissant, nous aborderons le phénomène dans toute sa dimension continentale.

## L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE : PANORAMA

22

Nous nous concentrerons ici sur les pays qui ne sont pas abordés en détail dans ce numéro. Avant de décrire l'extrême droite dans ces pays, il faut avoir à l'esprit qu'au sein des pays de l'Union européenne le Front national français sert partout de modèle organisationnel et de référence idéologique jusque dans le choix des noms (le Frente Nacional espagnol de Blas Pinar ; le Fronte Nazionale italien fondé en 1997 par Adriano Tilgher). Il remplit pour les extrémismes « postindustriels » la fonction de pôle de référence qu'occupait le MSI italien auprès des extrémismes traditionnels des années 1960-1970. C'est ce qui explique que les tentatives sérieuses d'établir une internationale de l'extrême droite, qu'il s'agisse de l'Euro-Nat lancé par Le Pen en 1997, ou de la Charte des jeunes nationalistes européens inspirée par le Front national de la jeunesse en juillet 1998, soient des initiatives frontistes.

### *L'ère germanophone*

L'Allemagne, l'Autriche et la Suisse échappent à cette influence frontiste : les extrêmes droites allemande et autrichienne ont une culture commune fondée sur le pangermanisme, l'adhésion à un modèle *völkisch* de l'identité nationale, l'irrédentisme territorial et le révisionnisme historique (qui n'est pas le négationnisme). Le populisme xénophobe des Republikaner et du FPÖ de Jörg Haider influence à son tour l'extrême droite suisse qui, depuis l'échec du mouvement genevois Vigilance, est principalement active en Suisse alémanique et au Tessin italianophone (Lega dei Ticinesi, 18,6 % au niveau cantonal). Les Démocrates suisses, dirigés par le Bâlois Rudolf Keller, ont 3 élus au Conseil fédéral et représentent 3,1 % des voix ; le Parti de la liberté, mouvement protestataire issu du Parti

des automobilistes, a 7 élus et 4,5 %. C'est toutefois au sein de la section de Zurich de l'Union démocratique du centre, un parti de la coalition gouvernementale (14,9 % au niveau fédéral) que, sous l'impulsion de Christoph Blocher, se manifestent avec le plus de succès les thèmes majeurs de l'extrême droite suisse : opposition à l'immigration et aux demandeurs d'asile (la Suisse abrite une très importante communauté kosovar) ; refus de l'entrée dans l'Union européenne et méfiance à l'égard de toutes les institutions internationales ; instrumentalisation de l'affaire des avoïrs juifs dans le sens de la déculpabilisation du pays vis-à-vis de son attitude face aux fascismes.

Nous n'analyserons pas ici les extrémismes allemand et autrichien. Précisons toutefois que l'extrême droite allemande, en particulier les Republikaner, joue un rôle clé dans la structuration des rapports au sein de l'extrême droite européenne : d'une part, il existe des rapports étroits entre FN français et Republikaner, Franz Schönhuber jouant un rôle de conseiller écouté auprès de Le Pen ; d'autre part, l'extrême droite néerlandaise est clairement dans l'orbite des extrémistes allemands ; enfin, au contraire, l'une des raisons de l'échec du Groupe des droites européennes au Parlement de Strasbourg est l'impossibilité à faire cohabiter Republikaner et MSI italien, les premiers soutenant la revendication territoriale du FPÖ autrichien sur le Tyrol du Sud.

23

### *Benelux : l'exception flamande*

Au Benelux, l'extrême droite n'a acquis une certaine visibilité qu'en Flandre belge. Le Front national belge<sup>1</sup>, actif en Wallonie et à Bruxelles, fondé en 1985 par Daniel Féret et véritable clône du parti d'outre-Quévrain, a remporté 4,2 % aux législatives de 1991 et 7,9 % des voix wallonnes aux européennes de 1994. Son implosion, en 1995, en de multiples groupuscules rivaux se disputant le sigle, l'ont privé de tout débouché politique, malgré le ralliement en octobre 1997 du groupe liégeois Agir, assez bien implanté localement. Le Front nouveau de Belgique, mené par le député Marguerite Bastien, transfuge du PRL libéral, est le principal concurrent du FNB. L'un comme l'autre souffrent du fait que le FN français, sous la pression du Vlaams Blok, a retiré son appui à ces deux formations monarchistes et belgicaines<sup>2</sup>. Entre la

1. Sur le FNB et l'extrême droite wallonne, lire Manuel Abramowicz, *Les Rats noirs. L'extrême droite en Belgique francophone*, Bruxelles, Éd. Luc Pire, 1996.

2. Terme qui, en Belgique, signifie attachement à un royaume unifié et plurilinguistique sous sa forme actuelle, et opposition à la partition du pays.

faiblesse groupusculaire des partis francophones et la puissance du Vlaams Blok en Flandre, la formation française a en effet vite choisi : fondé en 1978, le Blok<sup>3</sup> représente environ 12 % des votes flamands. Doté d'une génération de jeunes dirigeants assez charismatiques (Philip De Winter ; Frank Vanhecke ; Karim Van Overmeire), il s'inscrit dans la filiation du nationalisme thiois organisé avant guerre par Joris Van Severen<sup>4</sup> et son mouvement, Dinaso, et reste en contact étroit avec les groupes flamingants activistes (Voorpost ; Tal Aktie Komitee) comme avec les amicales d'épurés (les « inciviques »). Le programme du Blok : une Flandre indépendante (comprenant Bruxelles) et républicaine, qui se réunirait aux Pays-Bas et au Westhoek français. Opposé à l'immigration, il est plutôt antilibéral en économie, à l'exception du groupe Nucleus dirigé par la député blokker Alexandra Colen, d'orientation reagano-thatchérienne.

24

L'extrême droite néerlandaise a connu en 1998 son année terrible : avec 0,6 % des voix aux législatives de mai, elle est privée de représentation parlementaire. Ni les Centrumdemokraten, dirigés par Hans Janmaat (qui fut député à partir de 1982), ni le Centrumpartij<sup>86</sup> d'obédience néonazie, qui disposaient d'élus locaux, n'ont réussi, malgré un système intégralement proportionnel, à percer dans une société où le multiculturalisme est largement accepté. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998, une loi qui restreint la possibilité pour les petits partis de participer aux élections rend plus sombre encore l'avenir des nationalistes néerlandais. Déconfiture enfin au Luxembourg, terre qui connut dans les années 1930 un fort courant catholique-corporatiste, mais où le National Bewegong de Pierre Peters, qui atteignit un peu moins de 3 % aux élections de 1994, s'est autodissous en décembre 1995<sup>5</sup>.

### *Scandinavie : la poussée xénophobe*

Les partis populistes xénophobes scandinaves, qui incarnent aussi une forme de protestation antifiscale et d'opposition à l'État-providence social-démocrate, connaissent un succès certain. En Norvège d'abord, où

3. Sur le Vlaams Blok comme sur les partis néerlandais, on se reportera à la thèse désormais incontournable de Cas Mudde, *The Extreme Right Party Family*, université de Leyde, 1998, p. 121-253.

4. Sur Van Severen et son mouvement, on lira, avec précaution compte tenu du ton apologétique, la revue néodroitnière *TeKoS*, n° 81, Wijnegem, 1996, *De Dinaso Generatie*, p. 1-48.

5. Sur l'extrême droite luxembourgeoise, lire la thèse pionnière de Lucien Blau, *Histoire de l'extrême droite au Grand-Duché de Luxembourg au XX<sup>e</sup> siècle* ; Esch s/Alzette, Le Phare, 1998.

le Fremskrittspartiet (Parti du progrès), dirigé par Carl Ivar Hagen, est depuis les législatives de septembre 1997 le second parti du pays derrière les travaillistes, avec 15,4 % des voix (+ 9 %) et 25 députés. Bien implanté à Oslo (20 %) et dans le Sud-Ouest, plus faible à l'intérieur des terres et dans le Nord (11,8 % dans le Finnmark, terre des Lapons à l'égard desquels il professe un racisme virulent), le FRP combat prioritairement l'immigration et est opposé à l'adhésion à l'Union européenne. Il n'a de concurrent que le Fedrelandspartiet (Parti de la patrie), parti néonazi qui a recueilli 0,15 %. Au Danemark, aux élections de mars 1998, le Dansk Folkeparti (Parti populaire) de Pia Kjaersgaard, a confirmé sa progression avec 7,4 % et dépasse désormais le parti dont il est issu, le Fremskridspartiet de Kim Behnke (2,4 %), qui a lui baissé de 4 % et qui, pour revenir sur le devant de la scène, cherche à réintégrer son fondateur, l'avocat Mogens Glistrup, chantre au début des années 1970 de la protestation antifiscale. La Suède pour sa part est un terreau moins fertile<sup>6</sup> : depuis 1994, Ny Demokrati, parti anti-immigration, a perdu ses 7 députés et ne recueille que 1,2 %. Les Sverigedemokraterna (Démocrates suédois) de Mikael Jansson, fondés en 1988, restent un groupe marginal, disposant de 4 conseillers régionaux. Ils n'ont recueilli aux élections de 1998 qu'environ 0,1 % et renforcent leurs contacts avec les Republikaner allemands et le FN français : en juillet 1998, leur section de jeunesse a signé la Charte des jeunes nationalistes européens initiée par le Front national de la jeunesse<sup>7</sup>. En Finlande, enfin, nul n'a pris la relève du fascisme de Lapua, assez puissant avant guerre (8,3 % en 1936). Malgré la persistance certaine d'un clivage entre « rouges » et « blancs » hérité de la guerre civile de 1918, la politique de stabilité, voire d'immobilisme, symbolisée par la présidence Kekkonen, a bridé l'émergence de tout extrémisme. Les Perussuomalaiset (Vrais Finnois), issus du Parti agrarien, ne représentent que 1,3 % des voix (élections municipales de 1996) et n'ont qu'un député, élu de la province de Vaasa. L'Alliance patriotique nationale (IKL) de Matti Järviharju, qui demande la restitution par la Russie de la Carélie, ne participe pas aux élections et certains de ses cadres sont élus sur les listes des Vrais Finnois.

25

6. Sur l'extrême droite suédoise, lire Stieg Larsson et Anna-Lena Lodenius, *Extrem Höger*, Stockholm, Tidens Forlag, 1994, p. 15-116.

7. Sur les liens entre l'extrême droite suédoise et le FN français, lire l'ouvrage à paraître de Bim Clinell, *De hunsades revansch-extremhögerens återkomst i Frankrike*, Stockholm, Bokförlaget DN, 1998.

*Les anciennes dictatures d'Europe du Sud :  
la modernisation impossible*

26 Les pays qui connurent des régimes autoritaires corporatistes, à savoir l'Espagne, le Portugal et la Grèce, sont ceux dans lesquels l'extrême droite recueille les scores les plus faibles. En Espagne, depuis la disparition des paléofranquistes de Fuerza Nueva, les partis qui se réclament de la Phalange, les néofranquistes de l'Alliance pour l'unité nationale et les « modernisateurs » de Democracia Nacional n'atteignent tous ensemble que 30 000 voix environ. Malgré les efforts du courant national-révolutionnaire, à la fois républicain, partisan des autonomies régionales, voire soutien de la lutte armée de l'ETA pour faire imploser l'État espagnol, et qui se manifeste dans Alternativa Europea ou les revues *Tribuna de Europa* et *Resistencia*, José Luis Rodriguez Jimenez souligne avec raison que l'extrême droite espagnole ne perce pas car elle reste figée sur des positions catholiques intégristes, réactionnaires et passistes qui l'empêchent de récupérer les déçus du Partido Popular, lequel a capté l'électorat du « franquisme sociologique »<sup>8</sup>.

Au Portugal, l'isolement est plus profond encore : bien que se multiplient les attaques racistes contre les Portugais d'origine africaine et que des milices populaires pratiquent un racisme anti-gitan exacerbé, les partis comme l'Accao Fundacional Nacionalista ou le Frente da Direita Nacional n'arrivent même pas à participer aux élections. Le Partido Popular de Paulo Portas a en effet récupéré l'électorat de droite, notamment celui hostile à l'intégration européenne<sup>9</sup>.

En Grèce, le nationalisme est porté à la fois par la droite conservatrice et par le PASOK socialiste. En conséquence, les sectateurs du régime Papadopoulos sont réduits à l'impuissance : l'EPEN, qui eut un député européen jusqu'en 1989, a recueilli aux législatives de 1996 0,24 % des voix, et les néonazis de l'Aube dorée (Chrissi Avghi), 0,07 %. L'EPEN a connu en 1997 une scission, dont est issu le Front hellénique (Elliniko Metopo), qui s'est rapproché du FN français.

---

8. Voir l'ouvrage très complet de José Luis Rodriguez Jimenez, *La Extrema Derecha española en el siglo XX*, Madrid, Alianza editorial, 1997. On lira aussi l'ouvrage, à paraître en novembre 1998, de Xavier Casals, *La Tentación neofascista en España y sus espejos europeos (1975-1982)*.

9. Sur le Portugal, on lira avec les précautions d'usage, s'agissant d'un opuscule militant, *SOS-Racismo. A extrema-direita em Portugal*, Lisbonne, 1998.

*Royaume-Uni et Eire :**le poids du mode de scrutin et du bipartisme*

En Grande-Bretagne, où le National Front eut jusqu'à 15 000 adhérents en 1972 et obtint 3,2 % des voix en moyenne aux législatives de 1974, l'extrême droite est handicapée, comme tous les tiers-partis, par le mode de scrutin qui favorise le « vote utile <sup>10</sup> ».

L'aile droite du parti conservateur, notamment *via* le Monday Club et, aujourd'hui, la revue *Right Now !*, occupe le créneau de l'isolationnisme anti-européen et du refus de la société multiculturelle qui fit vers 1970 le succès d'Enoch Powell. En conséquence, les partis extrémistes – British National Party de John Tyndall, National Democratic Party de Ian Anderson et National Front – attendent vainement qu'une fraction significative de l'électorat tory ou de l'électorat ouvrier du Labour, opposés à l'importance croissante de la population originaire du Commonwealth, les rejoigne. Aux élections de mai 1997, ces partis ont obtenu quelques succès locaux dans les quartiers est de Londres et les Midlands de l'Ouest, tout en restant en dessous de la barre des 10 %. La détérioration des relations interraciales qu'ils appellent de leurs vœux n'ayant pas lieu, leurs perspectives semblent durablement bouchées.

27

En Irlande, la question de l'immigration et du droit d'asile a connu en 1997-1998 une actualité nouvelle : de 39 en 1992, les demandeurs d'asile sont passés à 3 880 en 1997. Si les appels à une politique plus restrictive, voire les incidents racistes, ont connu une poussée spectaculaire, celle-ci ne profite nullement à l'extrême droite : le système politique clos incarné par l'alternance Fianna Fail/Fine Gael régule parfaitement le nationalisme, et n'existent, à la marge de la droite, que des groupes de pression anti-immigration (Plate-forme de contrôle de l'immigration, fondée en janvier 1998) ou des mouvements ultracatholiques de défense des valeurs morales (Youth Defence ; Family and Life). Une discrimination institutionnelle persiste à l'égard des nomades autochtones, les *Travellers*, et la petite communauté juive n'a jamais été confrontée qu'à un antisémitisme de nature théologique assez modéré <sup>11</sup>.

---

10. Sur la Grande-Bretagne, lire Roger Eatwell, *Fascism, a history*, Londres, Chatto & Windus, 1995.

11. L'antisémitisme n'était qu'une composante mineure de l'agenda politique des Blue-shirts dans les années 1930, antisémitisme qui existait aussi dans une fraction du mouvement nationaliste Sinn Fein. Sur ces points, se reporter à Mike Cronin, *The Blueshirts and Irish Politics*, Dublin, Four Courts Press, 1997, et Dermot Keogh, *Jews in Twentieth-Century Ireland*, Cork University Press, 1998.

*Ces pays sans extrême droite*

L'extrême droite n'est aujourd'hui totalement absente que dans un nombre très limité de pays d'Europe occidentale : l'Islande, où le nationalisme et l'antiaméricanisme, liés à la présence de la base militaire de Keflavik, sont traditionnellement assumés par la gauche ; et les micro-États (Monaco ; Liechtenstein ; Andorre ; Gibraltar), malgré le jeu politique figé qui les caractérise et le fait que le nombre des résidents étrangers y dépasse de loin celui des nationaux. A Saint-Marin en particulier, où nombre de partis locaux sont comparables aux partis italiens, il n'a jamais existé d'équivalent du MSI ou de l'Alleanza Nazionale, et le référendum du 26 octobre 1997 sur le droit de résidence des étrangers n'a donné lieu à aucune campagne xénophobe. Dans ces micro-États, les législations extrêmement restrictives quant à l'octroi de la nationalité aux résidents étrangers (en Andorre, par exemple, 25 ans de présence continue sont nécessaires) limitent incontestablement l'irruption du nationalisme xénophobe.

*Europe de l'Est : l'avenir de l'extrême droite ?*

Il faut conclure ce panorama par un bref survol de l'extrême droite dans les pays anciennement communistes. En effet, outre le fait qu'ils remportent dans les urnes des succès assez importants, les extrémismes nationalistes de cette région renforcent leurs relations avec leurs homologues de l'Ouest, lesquels pensent sans doute que l'élargissement de l'Union européenne leur offre une occasion inespérée de devenir une force politique à l'échelle du continent. Ainsi, Jean-Marie Le Pen s'est souvent rendu en Russie, à l'invitation du leader du Parti libéral-démocrate Vladimir Jirinovski, en Slovaquie où il s'est allié avec un parti siégeant au gouvernement Meciar, le Slovenska Narodna Strana (SNS), en Yougoslavie où il appuie le SNS de Vojislav Seselj, en Hongrie pour rencontrer le fondateur du MIEP, Istvan Csurka, et en Roumanie, notamment au congrès du parti panroumain et antisémite Romania Mare. De son côté, la nouvelle droite allemande, par le biais de l'hebdomadaire *Junge Freiheit* et de son rédacteur, Wolfgang Strauss, a établi des relations solides avec les nationalistes baltes et ukrainiens.

Ce rapprochement est à considérer avec d'autant plus d'attention que les partis nationalistes de l'Est défendent des thèses qui sont souvent partagées par l'aile la plus droitière des formations modérées ou conservatrices locales, lesquelles en particulier cèdent facilement aux sirènes de l'irrédentisme et du révisionnisme historique, tout comme elles refusent d'adopter une définition de l'appartenance au peuple et à la nation



qui soit définie par un libre choix individuel, et non plus par l'ethnie, la langue et la religion. Ainsi, pour se limiter au seul cas croate, le FN français est-il certes l'allié du petit Parti du droit (HSP) pro-oustachi (4 députés), mais ses thèses rencontrent le même écho auprès de radicaux du HDZ (parti de Franjo Tudjman) comme le député Vladimir Seks.

Dernièrement, l'extrême droite s'est renforcée à l'Est. Le MIEP, clairement antisémite et anti-rom, a fait son entrée en 1998 au Parlement hongrois, avec 14 sièges, et le Parti des petits propriétaires de Jozsef Torgyan, dont le discours fait une distinction nettement raciste entre les « vrais Hongrois » et les minorités, est, avec 48 élus, un allié obligé du FIDESZ du Premier ministre Viktor Orban. Le SNS slovaque (5,4 % des voix), apologiste du régime cléricalo-fasciste de Mgr Tiso, détient les portefeuilles de l'Éducation et de la Culture dans le gouvernement Meciar. En août 1995, la signature du « protocole des quatre partis » a permis aux extrémistes roumains du parti Romania Mare (4,46 %), du Parti socialiste du travail (2,16 %) et du Parti de l'unité nationale (PUNR ; 4,36 %) de siéger au gouvernement, alors même qu'ils poursuivent une entreprise de réhabilitation du régime pronazi d'Antonesco. Enfin, il faut mentionner l'entrée au gouvernement au début de 1998 du radical serbe Seselj, nommé vice-Premier ministre après qu'il fut parvenu au second tour de l'élection présidentielle de 1997.

29

La situation en Russie pose quant à elle un grave problème à l'extrême droite ouest-européenne : celle-ci s'est d'abord alliée à Jirinovski qui est depuis les élections de 1995 à la Douma en déclin constant avec environ 5 % des voix. Puis certaines formations radicales de l'Ouest ont dénoncé, avec quelque raison, le fait que Jirinovski appuyait en fait le plus souvent, malgré ses gesticulations, les décisions de Eltsine, et que son rôle avait donc pour conséquence de stériliser durablement le potentiel de croissance du nationalisme russe. C'est la raison pour laquelle les « nationaux-bolcheviks » de l'Ouest comme le mouvement français Nouvelle Résistance, mais aussi certains cadres du Front national venus de la nouvelle droite, préfèrent les petits partis radicaux comme le Parti national-bolchevik de l'écrivain Edouard Limonov et du journaliste Alexandre Douguine, vulgarisateur en Russie des écrits de Julius Evola, de René Guénon et du GRECE.

LES FORMES DE L'EXTRÉMISME DE DROITE :  
ACTION PARLEMENTAIRE  
ET LOGIQUE GROUPUSCULAIRE

30 Une des principales transformations de l'extrême droite européenne des années 1990 est son passage du ghetto politique et de la marginalité à la pleine insertion dans le jeu démocratique et parlementaire, itinéraire qui est à la fois celui du FN français et de l'Alleanza Nazionale italienne. Pour autant, d'autres formes de militantisme subsistent. Nombre de mouvements d'extrême droite, refusant la « compromission » avec le système que représente à leurs yeux le combat électoral, n'y participent pas, tout en ayant des rapports avec les partis électoralistes, qui tiennent en particulier à la double appartenance fréquente de leurs militants. C'est ainsi qu'en France les membres de Nouvelle Résistance ont décidé en octobre 1996 d'un appui conditionnel au Front national, auquel appartiennent certains de ses cadres. Aux Pays-Bas, les militants de l'Aktiefrent Nationale Socialisten, du FAP-Arbeiderspartij et du Jongerenfront Nederland, néonazis, adhèrent pratiquement tous aux formations parlementaires CD et CP' 86. Ce type de pratique est ancien : au sein du MSI des années 1960-1970 se retrouvaient les membres de tous les mouvements comme Ordine Nuovo ou Avanguardia Nazionale impliqués dans la stratégie de la tension et le « terrorisme noir<sup>12</sup> ». L'analyse des formations extraparlémentaires, négligée par la science politique, est donc essentielle pour comprendre comment se structure de l'intérieur ce qu'il est convenu d'appeler le « camp national » : à l'intérieur de l'extrême droite n'existent pas de cloisons étanches entre partis et groupuscules. Ces derniers forment en particulier nombre de futurs cadres des partis parlementaires, soucieux de participer au jeu politique de manière plus constructive qu'en pratiquant la culture de témoignage et de nostalgie qui est celle des petits groupes radicaux<sup>13</sup>. Seule une infime minorité de militants pratique par choix une coupure totale avec la politique parlementaire et préfère l'activisme terroriste : cependant, la tentative, allemande ou autrichienne, de créer une sorte de fraction Armée brune, pendant droitier de la RAF, a échoué. Des actes terroristes isolés

12. Sur ce sujet, Franco Ferraresi (éd.), *La Destra radicale*, Milan, Feltrinelli, 1984.

13. Sur cette question, dans le cas particulier du FN français, je renvoie à ma contribution à l'ouvrage dirigé par Nonna Mayer et Pascal Perrineau, « Origine et formation du Front national », in *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de la FNISP, 1996, p. 17-36.

en RFA, la campagne de lettres piégées commencée en 1993 en Autriche par des membres de la VAPO, mouvement néonazi illégal, les tentatives terroristes de Combat 18 au Royaume-Uni ou de la Résistance blanche aryenne (VAM) en Suède sont tout ce qui reste du « terrorisme noir ».

A l'opposé de l'activisme, certains groupes ont délibérément choisi l'éloignement par rapport au politique et s'en tiennent à une action métapolitique. C'est le cas de la nouvelle droite, qui a considérablement perdu de son impact idéologique et médiatique des années 1970. Le GRECE français ne s'est jamais remis du départ de ses meilleurs cadres vers le Front national en 1984-1985 et de l'attitude obsidionale affichée par Alain de Benoist envers les partis, d'autant plus que l'idéologue du mouvement a clairement exprimé dès 1985 son refus formel du racisme frontiste<sup>14</sup>. A l'étranger, la nouvelle droite reste marginale : Marco Tarchi poursuit en Italie une carrière de politologue tout en publiant la revue *Trasgressioni* ; en Autriche malgré les efforts de la revue *Zur Zeit*, dirigée par l'ancien idéologue du FPÖ Andreas Mölzer, les idées néodroitnières sont minoritaires dans l'entourage de Jörg Haider ; de même en Espagne, au sein du Partido Popular, en dépit de l'action de José Javier Esparza, collaborateur du groupe de presse *Correo* et conseiller du sénateur Luis Fraga, et qui dirige la revue *Hesperides*. L'évolution idéologique de la nouvelle droite, passée du racisme hiérarchisant au différentialisme communautariste, l'a durablement éloignée de l'extrême droite et certains de ses idéologues comme le Portugais Jaime Nogueira Pinto, ancien directeur de la revue *Futuro Presente*, se sont rapprochés du conservatisme politique, du catholicisme et du libéralisme économique : Nogueira Pinto a ainsi été un des piliers de la campagne contre la légalisation de l'avortement avant le référendum du 28 juin 1998, position hérétique aux yeux des eugénistes paganisants de la nouvelle droite.

Dernier champ d'action de l'extrême droite : le champ religieux. Le catholicisme intégriste en particulier est un terrain propice à un engagement dans cette partie du champ politique, notamment en France. Ainsi, il existe à l'intérieur du Front national un courant fidèle à Rome mais incontestablement intégriste, le mouvement Chrétienté-Solidarité, dirigé par le député européen Bernard Antony, et qui inspire le quotidien *Présent*. Les fidèles de la Fraternité Saint-Pie X, schismatique depuis les sacres de 1988, sont moins nombreux au Front national (Roland

14. Pour un témoignage intéressant sur la nouvelle droite des origines, lire l'ouvrage collectif, *Le Mai 68 de la nouvelle droite*, Paris, Le Labyrinthe, 1998.

Gaucher, François Brigneau, Christian Baeckeroot, Martine Lehideux) que les « ralliés ». En revanche, nombre de lefebvristes sont engagés dans le combat contre-révolutionnaire et monarchiste, soit à la Restauration nationale, maurrassienne de stricte observance, soit dans les groupes légitimistes. Cette composante mystico-religieuse se retrouve également au sein de l'extrême droite espagnole, dans les revues *Fuerza Nueva* et *La Nación* comme au sein du Movimiento Catolico Español.

32 Cette interaction du religieux et du politique, également constatée dans les pays orthodoxes d'Europe orientale et en Grèce (où une partie minoritaire du clergé soutient les formations ultranationalistes) n'est cependant pas une règle absolue. Ainsi, en Grèce, l'Église vieille-calendarienne, incontestablement « intégriste » dans le domaine du culte, n'est pas d'extrême droite et est au contraire persécutée par une fraction de l'Église d'État, la même, d'ailleurs, qui soutint la junte des colonels. Dans les pays protestants, à l'exception de l'Ulster où certains groupes d'extrême droite se sont mis au service des milices loyalistes, les partis confessionnels ne sont nullement extrémistes en politique, même lorsqu'ils sont religieusement fondamentalistes : c'est le cas des partis hollandais RPF, SGP et GPV, dont les scores atteignent localement les 25 %.

## QUELQUES FACTEURS EXPLICATIFS DU VOTE EXTRÉMISTE

Il est évidemment présomptueux de prétendre dégager, à l'issue de ce panorama purement descriptif, une théorie des facteurs explicatifs de la percée de l'extrême droite en Europe. Quelques explications sont toutefois plausibles. Tout d'abord, il est évident que l'ostracisme qui a frappé en 1945 les idéologies fascistes et celles qui lui sont associées a cessé de fonctionner, cinquante ans après, de manière aussi systématique. Une réévaluation de l'histoire s'est opérée qui a permis par exemple l'insertion pleine et entière de l'Alleanza Nazionale dans le jeu politique dès lors qu'elle s'est démarquée officiellement des aspects les plus nauséabonds du fascisme mussolinien, en particulier des lois raciales de 1938. En Europe de l'Est, la chute du communisme et la mise en équivalence qui s'est ensuivie des crimes du stalinisme et de ceux du nazisme ont permis une réécriture de l'histoire qui se manifeste, au niveau des gouvernements, par des mesures symboliques qui équivalent à des réhabilitations : transfert en Hongrie des cendres du régent Horthy, rues de villes roumaines baptisées du nom du maréchal Antonesco, commémoration officielle des Lettons engagés dans la Waffen SS ou projet du président Tudjman d'enterrer côte à côte, sur le site du camp de

Jasenovac, les victimes juives ou tsiganes d'Ante Pavelic avec les oustachis tués par la Résistance. Poussée à son paroxysme, cette logique a abouti à la diffusion, très courante au sein de nombreuses formations d'extrême droite à l'ouest comme à l'est, de thèses négationnistes qui, si elles sont totalement ignorées de l'immense majorité de leur électorat, sont accueillies avec sympathie par une bonne partie des cadres.

En deuxième lieu, il faut mentionner une crise profonde et durable de la représentativité des partis traditionnels, exacerbée dans certains cas (Belgique, Pays-Bas, Scandinavie) par l'existence d'un système partisan bloqué où les tiers-partis restent à la marge. Le cas type de cette situation reste l'Autriche : l'existence d'une « grande coalition » entre socialistes et conservateurs, le fait que le FPÖ avant Jörg Haider était réduit, comme son homologue allemand, à un rôle de formation d'appoint ont créé une demande d'alternance, brèche dans laquelle s'est engouffré l'ancien gouverneur de Carinthie. C'est ce même refus d'un jeu politique « confisqué » par la « bande des quatre » qui sous-tend l'action du FN français.

33

En troisième lieu, il faut mentionner le fait que le passage de sociétés culturellement homogènes à des sociétés ouvertes et multiculturelles, voire multiraciales, génère des tensions d'adaptation, des refus, que l'extrême droite instrumentalise en faisant de l'étranger ou de l'immigré le bouc émissaire des situations économiques et sociales difficiles qui perdurent en Europe de l'Ouest. Même dans les pays qui résistent bien à la crise, comme ceux de Scandinavie, la prise de conscience du fait que les flux migratoires ne sont plus simplement transitoires, mais induisent une fixation définitive de populations allogènes, provoque des réactions populistes et xénophobes d'autant plus vives que le modèle social-démocrate de protection sociale a été remis en question et des couches entières de la population fragilisées, précarisées en conséquence.

Cette variable est d'autant plus à prendre en considération que le vote d'extrême droite reflète également, en France comme ailleurs, une défiance certaine à l'encontre d'une unification européenne et d'une mondialisation qui se font essentiellement par les marchés financiers et les délocalisations. La peur du passage à la monnaie unique et de ses conséquences a d'autant mieux été récupérée par l'extrême droite que le consensus du « politiquement correct » est fort sur l'adhésion au dogme libéral du marché unique. La gauche, massivement ralliée à la mondialisation libérale, ne peut espérer ramener à elle une partie de son électorat passé aux formations protestataires anti-européennes qu'au prix d'un effort réel et poussé d'explication ou d'un revirement straté-

gique qui lui ferait reconsidérer son appui au passage à l'euro. L'absence d'une telle perspective, ainsi que l'incapacité des droites conservatrices et libérales à se régénérer au plan idéologique, voire leur décomposition organisationnelle, laissent penser que l'extrême droite européenne, loin de connaître une poussée passagère, entre dans une phase de consolidation durable qui peut la mener à l'exercice, sinon solitaire, du moins partagé, du pouvoir.

---

## R É S U M É

---

*L'extrême droite populiste et xénophobe se renforce en Europe occidentale à travers les succès électoraux des partis de la génération « postindustrielle », notamment en France et en Flandre belge, en Autriche et en Scandinavie. Les partis dont les modèles sont les régimes autoritaires d'Europe du Sud (Portugal, Espagne et Grèce) n'ont pas quant à eux réussi leur processus de modernisation et demeurent marginaux. L'extrême droite s'affirme aussi par la voie extraparlamentaire et investit le champ culturel. Tel est le choix de la « nouvelle droite » qui est désormais sortie du champ des droites radicales, et des groupes nationalistes-révolutionnaires. C'est toutefois en Europe de l'Est que se développe le plus rapidement une droite radicale ultranationaliste souvent reliée aux fascismes locaux d'avant guerre. Ses contacts avec les mouvements similaires de l'Ouest européen vont en s'intensifiant.*